



**Allocution de M. Jacques Krabal,
député (France)
Secrétaire général parlementaire
de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie**

à l'occasion de la

Sommet parlementaire mondial contre la faim et la malnutrition

Thème 1: Priorités pour parvenir à l'objectif Faim Zéro

Madrid 29 et 30 octobre 2018

Mesdames et Messieurs les parlementaires,

C'est avec gravité et un sens aigu des responsabilités que la délégation de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie participe en nombre et pour la première fois à un **sommet parlementaire mondial contre la faim et la malnutrition**. Je salue cette initiative et remercie tous les organisateurs.

Ce sommet s'ouvre à un moment crucial : l'objectif de l'élimination de la faim d'ici 2030 risque de ne pas être atteint. Et pire encore, la faim dans le monde a de nouveau progressé pour la troisième année consécutive.

Les chiffres et les causes vont être répétés en boucle.

- Les conflits et les guerres sont responsables de 60% de la faim dans le monde,

- Les événements météorologiques extrêmes et l'accessibilité à l'eau entraînent des déplacements de millions de personnes,

- La hausse de la démographie,

- Le gaspillage alimentaire, d'une part, et d'autre part la malnutrition seront traités par mon collègue suisse Jean-Pierre GRIN.

Si ce constat peut faire froid dans le dos, il ne doit pas nous abattre. Les problématiques liées à l'éradication de la faim sont multi factorielles et les réponses seront nécessairement multi sectorielles.

Lutter contre la faim requiert, certes, des moyens financiers, et aussi des capacités d'anticipation. Mais face à ceux qui meurent de la faim, c'est d'abord le sentiment d'humanité qui doit interpeller nos consciences et nous oblige à agir.

Pour agir, reconnaissons que la faim n'est pas un accident ou une malédiction et encore moins une fatalité.

Oui, la faim et la malnutrition sont la conséquence de choix politiques, et notamment avec une agriculture essentiellement mondialisée, industrialisée et financiarisée. Alors, la faim se doit d'être combattue par une autre stratégie politique : Une agriculture moins financière et plus humaine. Plus que jamais, pensons global et agissons local.

Et nous parlementaires, qui faisons la loi, notre responsabilité est totale. Parce que comme le disait Kant, la loi est aussi liée à un devoir moral.

Il est urgent de mettre à l'ordre du jour la vie, le salut de celles et ceux qui souffrent de la faim comme **notre priorité absolue**. Et quand je dis cela, je n'ignore rien de ce qui a pu être fait et de la difficulté de ce qu'il reste à faire. Mais nous les parlementaires, nous devons prendre notre part tel le colibri qui veut éteindre l'incendie de notre terre. Et prendre notre part, pour nous, parlementaires, c'est légiférer même si la loi ne fait pas tout, elle donne un cadre, une orientation.

Au sein des 87 parlements de l'APF, nous comptons proposer une série d'actions législatives sur cette problématique à travers 3 axes :

1 – Le premier est environnemental.

- Institutionnaliser dans nos parlements les ODD2 en lien avec le réchauffement climatique,
- Se mobiliser contre l'artificialisation des sols et la déforestation,
- Défendre les espaces protégés et la biodiversité,
- Développer les énergies renouvelables

2- Le deuxième est économique

- Réhabiliter une agriculture vivrière de qualité, génératrice d'emplois et permettre aux paysans de vivre de leur travail,
- Favoriser les circuits courts et organiser des filières agricoles à partir des producteurs,

N'oublions pas que si la Chine a éradiqué la faim, c'est grâce à ces 600 millions de petits paysans qui cultivent chacun en moyenne moins d'un hectare de terre.

- Profiter des innovations de l'économie numérique qui doit être un atout pour la bio économie. L'application développée par la FAO est un bel exemple,

3- Le troisième axe est démocratique

- La démocratie c'est lutter contre le terrorisme, soutenir le G5 SAHEL pour plus de sécurité dans le monde, sans oublier l'appui aux populations locales,

- L'éducation doit être au cœur de l'action publique et être surtout en direction des jeunes filles pour aller vers l'égalité Femme-Homme.

Les femmes, les fillettes, sont les premières victimes des guerres, des catastrophes naturelles et des famines.

Selon le Programme Alimentaire Mondial, ce sont les femmes qui sont la clé de la réussite dans le combat contre la faim et la malnutrition.

- Améliorer la gouvernance démocratique passe par des registres d'état civil fiables et gratuits. C'est un des fondements de la démocratie et des droits humains : 250 millions d'enfants aujourd'hui à en sont dépourvus. Pas de registres d'état civil, des listes électorales douteuses provoquent des contestations électorales,

- L'état-civil permet également l'élaboration des titres de propriété, qui protègent les usagers de la terre et évite le risque d'accaparement, de spéculation et d'exode rurale,

- L'état civil c'est aussi pour les états un enjeu capital. La connaissance de l'évolution démographique précise est la base de la prospective, de la planification économique, éducative et sociale,

Voilà notre démarche, avec la nécessité d'évaluation, de transparence et de résultats.

Ce sommet souligne le **rôle et la responsabilité des parlementaires** mais il exprime aussi la nécessité de construire un **réseau d'alliances parlementaires pour conforter nos positions.**

Nous savons aussi que nos états sont souvent en situation de faiblesse face aux puissances commerciales et financières. Il est donc nécessaire de travailler ensemble **pour être plus forts et efficaces.**

Se rassembler ; états, parlements, instances régionales, institutions internationales, ONG, est primordial pour aboutir à des accords et mieux maîtriser, par exemple l'importante question de la spéculation sur les produits agricoles. Sans oublier d'y associer, la société civile et les organisations paysannes qui se doivent aussi être concertées par nos instances.

C'est dans ce sens que l'Assemblée s'est rapprochée de la FAO, l'ONUSIDA mais aussi de l'UIP, l'OMC, BM, AFD, ONG avec qui nous souhaitons travailler en étroite collaboration et en établissant des conventions.

Et contrairement à l'adage : « seul on va plus vite, ensemble on va plus loin », C'est **ensemble** qu'on ira plus vite. **Ensemble** on ira plus loin pour en finir avec la faim dans le monde dès 2030.

Voilà l'état d'esprit de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie. Mes chers collègues, vous pouvez compter sur nous pour agir avec vous et éradiquer la faim qui n'est pas, comme je l'ai dit une fatalité, mais dépend de nous tous.

Je vous remercie.